

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt cinq, le mercredi 17 septembre à dix-huit heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Sonia LAGARDE, Maire.

#### **ETAIENT PRESENTS:**

DATE DE CONVOCATION

11/09/2025

**DATE D'AFFICHAGE** 

11/09/2025

Mme Sonia LAGARDE
M. Jean-Pierre DELRIEU
Mme Chantal BOUYE
M. Patrick GUILLON
Mme Fabienne CHARDIGNY

M. Tristan DERYCKE
Mme Diane BUI-DUYET
M. Warren NAXUE

Mme Janine BAJON Mme Vaimoe ALBANESE Mme Isabelle LAFLEUR

M. Michel FONGUE

M. Nicolas BRIGNONE Mme Cindy PRALONG M. Philippe BLAISE

M. Christophe DELESSERT M. Alexandre MACHFUL

M. Bruno CAPY

Mme Tuilogona O'CONNOR

M. Marc LE LEIZOUR

Mme Anne-Christine CHIMENTI

Mme Kimberley BARONI
M. Christophe DELIERE
Mme Laurène CASSAGNE
M. Jean-Marie FIRMIN-GUION
Mme Liliane CONDOUMY
M. Claude CHARLOT
Mme Muriel GERMAIN
M. Daniel HINSCHBERGER
M. Emmanuel BERART

M. Eric MELTESALE
M. Bernard LAVANDIER

formant la majorité des membres en exercice.

#### ABSENTS EXCUSES:

Mme Jeanne POELLABAUER M. Jonas TAOFIFENUA Mme Françoise SUVE

M. Marc ZÉISEL Mme Pascale SERVENT Mme Naïa WATEOU Mme Valérie LAROQUE
Mme Charlotte THAIAWE
Mme Stéphanie PAIMAN
M. Michel DESMEUZES
Mme Christine BELLET
M. Patrick SAKOUMORI
Mme Christiane SARIDJAN
Mme Christine LE SAINT

M. Luc BRUN

Madame Kimberley BARONI a été élue secrétaire de séance.

#### **DELIBERATION N°2025-1000**

portant organisation de la direction politique de la ville (DPV)

Le conseil municipal de la ville de Nouméa, réuni en séance publique, le 17 septembre 2025

VU la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

VU la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie.

VU le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

VU la délibération du congrès de la Nouvelle-Calédonie modifiée n° 182 du 4 novembre 2021 prise en application du titre IV de la loi du pays n° 2021-4 du 12 mai 2021 relative à la fonction publique de Nouvelle-Calédonie,

VU l'arrêté modifié n° 1065 du 22 août 1953 portant statut général des fonctionnaires de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie,

VU l'arrêté du Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie n°2022-789 du 6 avril 2022 pris en application de l'article 122 de la délibération n°182 du 4 novembre 2021 prise en application du titre IV de la loi du pays n°2021-4 du 12 mai 2021 relative à la fonction publique de Nouvelle-Calédonie,

VU l'avis émis par le comité technique paritaire en sa séance du 11 septembre 2025,

VU la note explicative de synthèse n° 2025/94 du 29 août 2025,

La commission de l'administration générale et de la prévention et sécurité (cagps) entendue en séance du 3 septembre 2025

Après en avoir délibéré,

#### **DECIDE**:

# ARTICLE 1er /

L'organisation structurelle de la direction politique de la ville s'articule autour de quatre enjeux majeurs :

- renforcer le lien social entre les habitants;
- structurer et développer la démocratie participative ;
- améliorer la vie et les relations dans et entre les guartiers :
- cibler et accompagner les publics en difficulté.

#### ARTICLE 2 /

Conformément à l'organigramme ci-annexé, la direction politique de la ville comprend :

- Un directeur.
- Deux postes de référents directement rattachés au directeur :

- Un référent de la politique jeunesse, chargé de faire l'interface avec les différents services de la Ville et ses partenaires externes afin d'enrichir la réflexion et rendre plus efficace les actions en direction de la jeunesse,
- Un référent de la politique de prévention de la délinquance, chargé de coordonner et d'animer le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), ainsi que d'évaluer le Conseil local de sécurité.
- Le service du développement de la proximité est chargé de diagnostiquer les territoires, de favoriser le lien social avec les habitants et de placer l'individu au cœur des politiques publiques. Il anime un réseau d'acteurs et met en vie les conseils des quartiers.
- Le service prévention et insertion sociale a pour objectif d'accompagner et de suivre les jeunes en voie de marginalisation. Il propose des dispositifs d'insertion sociale pour un public jeune en situation d'exclusion.
- Le service vie de la cité organise un programme socio-éducatif sur le territoire et développe des services de proximité. Il intègre également une programmation dédiée à la jeunesse.
- Le service de la coordination administrative et financière assume les missions administratives et financières support des services. Il est chargé du suivi des bâtiments et de leur mise à disposition.

# ARTICLE 3 /

Conformément à l'organigramme ci-annexé, l'effectif de la direction politique de la ville est fixé à 82 postes permanents répartis comme suit :

#### Pour la direction

- 3 postes de catégorie A (attaché normal)

#### Pour le service du développement de la proximité

- 6 postes de catégorie A (attaché normal)
- 1 poste de catégorie A (ingénieur 1<sup>er</sup> grade)

#### Pour le service prévention et insertion sociale

- 3 postes de catégorie A (cadre socio-éducatif)
- 14 postes de catégorie B (assistant socio-éducatif)
- 2 postes de catégorie B (animateur socio-éducatif normal)

#### Pour le service vie de la cité

- 1 poste de catégorie A (attaché normal)
- 1 poste de catégorie A (conseiller socio-éducatif normal)
- 2 postes de catégorie A (conseiller socio-éducatif normal attaché normal)
- 1 poste de catégorie B (rédacteur normal)
- 30 postes de catégorie B (animateur socio-éducatif normal)
- 7 postes de catégorie C (adjoint administratif normal)
- 1 poste de catégorie C (opérateur socio-éducatif normal)

Pour le service de la coordination administrative et financière

- 1 poste de catégorie A (attaché normal)
- 3 postes de catégorie B (rédacteur normal)
- 5 postes de catégorie C (adjoint administratif normal)
- 1 poste d'ouvrier qualifié (grille 2 échelon 1)

# ARTICLE 4 /

Les agents bénéficiant d'un régime indemnitaire au titre des fonctions qu'ils occupent et qui est supprimé dans le cadre de la réorganisation des entités susnommées, continueront de le percevoir à titre personnel, tant qu'aucun changement n'est à constater dans leur affectation.

#### ARTICLE 5 /

La délibération n° 2021/1004 du 21 octobre 2021 est abrogée.

#### ARTICLE 6 /

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <u>www.telerecours.fr</u>.

# ARTICLE 7 /

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au commissaire délégué de la République pour la province Sud et publiée par voie électronique.

DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, LE 17 SEPTEMBRE 2025

Notification:

POUR EXTRAIT CONFORME

NOUMEA, LE 18 septembre 2025

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Madame Kimberley BARONI

**SONIA LAGARDE** 

# **DESTINATAIRES**:

- SUBD ADMINIS. SUD	1
- DF (dont TPS)	2
- DRH	1
- MISE EN LIGNE	1

ANNEXE 1



DIRECTION POLITIQUE DE LA VILLE

